



**PRÉFET
DU PUY DE DÔME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
Auvergne-Rhône-Alpes**

Clermont-Ferrand, le 30 mars 2023

Nos réf. : 20230314-RAP-63-0342_proposition_AP_post_RSDE_TSC

Département du Puy-de-Dôme

Installations Classées pour la Protection de l'Environnement

Société Traitement de Surface Clermontois (TSC) – Commune d'AUBIÈRE

Positionnement relatif aux rejets aqueux – et modifications diverses

Rapport de l'inspection de l'inspection des installations classées

Objet : Mise à jour des périodicités et des valeurs-limites d'émission dans l'eau et autres modifications de l'atelier de traitement de surfaces

Réf. : Tableau de positionnement des rejets aqueux par rapport au nouvel arrêté ministériel
Demande de transfert d'exploitation au profit de la SARL TSC
Demande de maintien du régime de l'autorisation et de production sur une partie non endommagée de l'atelier

P.J. : Projet d'arrêté préfectoral complémentaire

1 - PRÉSENTATION

L'arrêté ministériel dit « RSDE » du 24 août 2017 (modifié par l'arrêté ministériel du 25 juin 2018) vient parachever l'action menée sur les substances dangereuses dans l'eau en provenance des établissements industriels soumis à autorisation ou à enregistrement au titre des installations classées.

L'arrête ministériel « RSDE » s'applique aux rejets, raccordés ou directs de l'établissement TSC à Aubière. En effet, il apporte des modifications aux arrêtés ministériels suivants :

- Annexe I : Arrêté du 02/02/1998 (Cas général avec des spécificités pour certaines activités)
- Annexe VI : Arrêté du 30/06/2006 (Traitement et revêtement de surface)

Les principaux objectifs de l'arrêté ministériel « RSDE » sont :

- l'harmonisation des pratiques en matière de réglementation des rejets de substances dangereuses dans l'eau ;
- le passage de la surveillance pérenne RSDE à une autosurveillance normalisée ;
- la détermination des valeurs limites d'émission dans l'eau en cohérence avec les résultats de la campagne RSDE, les objectifs de réduction de la directive DCE et les références européennes relatives à la Directive IED ;
- l'introduction du principe de « zone de mélange », permettant d'accepter le dépassement local des normes de qualité environnementale à proximité d'un point de rejet (zone de dilution) sans compromettre l'état du reste de la masse d'eau ;
- la précision de la notion de suppression des émissions, notamment pour les substances dangereuses prioritaires ;
- la prise en compte des contributions nettes des sites dans le cas où il existe déjà une pollution des eaux avérée à l'amont s'il s'agit du même milieu ;

- le renforcement des exigences en matière d'échantillonnage et d'analyse pour la réalisation des mesures d'autosurveillance et des contrôles externes.

Par ailleurs, le site de TSC qui réalise le traitement de surface de pièces métalliques a évolué et certaines modifications sont à prendre en compte dans l'arrêté d'autorisation.

En outre, l'évolution de la réglementation, notamment les directives IED, SEVESO 3 et de la nomenclature des installations classées implique une mise à jour des rubriques présentes sur le site de TSC.

1.1. Le demandeur

Raison sociale	SARL TSC (Traitement de surface clermontois)
Identification du signataire :	Michel JANUEL
Siège social :	22 rue des Sauzes – 63170 AUBIERE
Adresse du site	22 rue des Sauzes – 63170 AUBIERE
Forme juridique	SARL
N° de SIRET	829 691 617 00015 (SIREN 829 691 617)
Code NAF	25.61Z
Activité	traitement de surfaces

1.2. Historique et situation administrative du site

Le site TSC a été autorisé initialement par l'arrêté préfectoral du 7 mars 1997 modifié, autorisant la Société REC à exploiter ses installations de traitement de surface, sur le territoire de la commune d'Aubière.

Des difficultés financières accentuées par un important incendie en janvier 2017 ont contraint la société REC à la liquidation judiciaire.

Par demande du 25 avril 2018, Monsieur Michel JANUEL, agissant en qualité de Gérant de la société à responsabilité limitée Traitement de Surface Clermontois (TSC) a sollicité d'être autorisé à transférer à son profit l'autorisation du 7 mars 1997 précitée de l'atelier de traitement de surface sis 22 rue des Sauzes sur le territoire de la commune d'Aubière.

L'activité a repris dans une partie des locaux pour un volume de bain inférieur à 20 m³ dans l'attente de la reconstruction de l'atelier sinistré. TSC exploite des lignes de traitement de surface à façon comprenant un volume global de bains concentrés de 59,7 m³, dont seulement 19,965 m³ sont exploités actuellement en raison de l'incendie survenu en 2017.

Un contentieux entre l'exploitant, le propriétaire et les assurances du site a conduit à différer le paiement des indemnités nécessaires aux travaux lourds de mise en sécurité, démolition et remise en état de fonctionnement de la partie sinistrée.

Le site relève de la directive IED pour la rubrique 3260 impliquant une révision périodique des meilleures techniques disponibles (BREF STM). Il ne relève pas de la directive SEVESO 3, toutefois cette dernière a introduit un mode de calcul différent de celui utilisé lors du dernier arrêté préfectoral complémentaire.

2 - Analyse de l'application de la réglementation nationale sur le site

2.1. Arrêté ministériel « RSDE »

L'arrêté ministériel « RSDE » est entré en vigueur le 1^{er} janvier 2018. Il prévoit néanmoins un échelonnement des délais d'application, en particulier pour les valeurs limites d'émission.

En conséquence, à la demande de l'inspection des installations classées, TSC a positionné les rejets aqueux de son site par rapport à certaines des dispositions introduites par l'arrêté ministériel pré-cité. À cet effet, la société a rempli un tableau de positionnement argumenté concernant les modalités de surveillance à mettre en œuvre. Ce tableau concerne l'ensemble des substances mentionnées à l'annexe de l'arrêté ministériel « RSDE » qui est applicable, à l'exception de celles qui ne sont pas susceptibles d'être présentes dans le rejet.

En outre, le site de TSC bénéficie d'un raccordement au réseau d'assainissement de la commune, lui-même relié à la station de traitement de l'agglomération « Clermont Auvergne Métropole ».

Le tableau ci-après synthétise les paramètres obligatoirement étudiés et les valeurs limites de concentration avant rejet au milieu naturel associées :

	N° CAS	Code SANDR E	Valeur limite concentration de l'AM 2006	Condition sur le flux	Positionnement du site et/ou éléments de preuve d'absence de la substance
Argent	7440-22-4	1368	0,5 mg/l	Si flux supérieur à 1 g/j	Substance utilisée dans les procédés mis en place dans l'installation : Métal à suivre : fréquence hebdomadaire
Aluminium	7429-90-5	1370	5 mg/l	Si flux supérieur à 10 g/j	Substance présente dans les métaux traités. À suivre : fréquence hebdomadaire
Cadmium et ses composés* (en Cd)	7440-43-9	1388	50 µg/l		Substance non utilisée dans les procédés mis en place dans l'installation et non détectée lors des campagnes initiales RSDE : métal non soumis à suivi.
Chrome VI (en Cr ⁶⁺)	18540-29-9	1371	0,1 mg/l		Substance utilisée dans un bain de petite dimension : chaine 400 de 129 litres. suivi journalier des Cr6 est imposé.
Chrome III	7440-47-3	5871	1,5 mg/l	Si le flux est supérieur à 4 g/j	Flux maxi détecté : 150 g/j (campagne initiale RSDE) ; 8,25 g/j en autosurveillance 2019 : proposition d'un suivi hebdomadaire.
Cuivre et ses composés (en Cu)	7440-50-8	1392	1,5 mg/l	Si le flux est supérieur à 4 g/j	Substance utilisée dans les procédés mis en place dans l'installation ou présente dans les pièces à traiter : Des analyses complémentaires en interne TSC montrent des concentrations de l'ordre de 0,41 mg/l, et un flux maximum de 30,75 g/j, ce qui confirme le suivi hebdomadaire.
Fer	7439-89-6	1393	5 mg/l	Si le flux est supérieur à 10 g/j	Proposition d'un suivi hebdomadaire (AP existant). Flux maxi détecté de 165 g/j.A. Flux moyen de l'ordre de 12 g/j.
Plomb et ses composés (en Pb)	7439-92-1	1382	0,4 mg/l		Substance non utilisée dans les procédés mis en place dans l'installation : métal non soumis à suivi.
Nickel et ses composés (en Ni)	7440-02-0	1386	2 mg/l	Si le flux est supérieur à 4 g/j	Flux maxi détecté : environ 2,25 g/j en autosurveillance 2019 : proposition d'un suivi hebdomadaire comme AP actuel.
Etain et ses composés	7439-96-5	1394	2 mg/l	Si le flux est supérieur à 4 g/j	Flux maxi détecté : environ 10,5 g/j en autosurveillance 2019 : proposition d'un suivi hebdomadaire comme AP actuel.
Zinc et ses composés (en Zn)	7440-66-6	1383	3 mg/l	Si le flux est supérieur à 6 g/j	Flux maxi détecté : 191 g/j en autosurveillance 2019, 225 g/j lors de la campagne RSDE : proposition d'un suivi journalier maintien AP actuel.

Trichlorométhane (chloroforme) Substance prioritaire	67-66-3	1135	0,25 mg/l		<i>installations sans activité utilisant des bains de nickel chimique et/ou de zinc/nickel.</i> <i>Application de l'arrêté ministériel.</i>
Autres paramètres					
MES		1305	30 mg/l	<i>Si le flux est supérieur à 60 g/j.</i>	Flux maxi mesuré : 2,25 kg/j AM 2006 : allègement en mesures trimestrielles.
CN libres			0,1 mg/l		Flux maximum rejeté en 2019 : 9,75g/j : Proposition de suivi journalier.
Fluor		7073	15 mg/l	<i>Si le flux est supérieur à 30 g/j.</i>	Flux maxi rejeté en 2019 : 270 g/j. (1kg/j en surveillance initiale RSDE) Proposition de mesure trimestrielle.
Nitrites		1339	20 mg/l	<i>Si le flux est supérieur à 40 g/j</i>	L'arrêté ministériel n'impose aucune VLE en nitrites pour un rejet raccordé. => proposition de ne pas suivre ce paramètre.
Azote global/NGL		1551	150 mg/l (raccordé)	<i>Si le flux est supérieur à 50 kg/j</i>	Aucune donnée disponible ni éléments permettant d'exclure ce paramètre. Flux maximum à fixer selon convention de rejet fixant une limite à 150 mg/l en azote total. Fréquence trimestrielle.
Phosphore		1350	50 mg/l raccordés	<i>Si le flux est supérieur à 20 g/j</i>	Flux maximum mesuré de 0,75 kg/j (RSDE) et 30 g/j en suivi 2019. Proposition de mesure trimestrielle avec la convention de rejets de STEP.
DCO		1314	600 mg/l (raccordé)		Flux maximum mesuré : 11,25 kg/j sinon de l'ordre de 1 kg/j en 2019. Demande de revenir à une valeur MTD : 600 mg/l au lieu de 150 mg/l dans l'AP. La convention de rejet actuelle autorise une DCO de 1000 mg/l : pas de contre-indication pour 600 mg/l et 45 kg/j (volume de 75 m³ par jour, réduit à 32 m³ par jour, soit 22 kg/j maximum).
Indice hydrocarbure / HCT		7009	5 mg/l	<i>Si le flux est supérieur à 10 g/j</i>	Flux maximum mesuré de l'ordre de 375 g/j, 45 g/j en 2019. Suivi trimestriel proposé.
AOX (*)		1106	5 mg/l	<i>Si le flux est supérieur à 10 g/j</i>	Flux maximum autorisé : 375 g/j Suivi trimestriel proposé à revoir si nécessaire suivant le flux réel.
Chloroforme		1135	0,25 mg/l		Substance qui n'a jamais été quantifiée dans les rejets lors de la campagne RSDE (seuil de quantification de 1 µg/l). Or, le suivi trimestriel est requis si le flux est supérieur à 20 g/j. En

					<p>outre, TSC indique ne pas utiliser de produit de ce type.</p> <p>=> proposition de ne pas suivre ce paramètre.</p>
Nonylphénols					<p>Paramètres suivis de manière pérenne « RSDE » fixé par arrêté complémentaire du 18 septembre 2014.</p>
Octylphénols					<p>TSC a supprimé le produit à l'origine de leur présence dans les rejets. Les résultats du suivi ont mis en évidence qu'il n'était plus nécessaire de rechercher ces paramètres.</p> <p>Ils ne sont donc pas repris dans le projet d'arrêté complémentaire. Les prescriptions du titre 10 de l'AP sont à supprimer.</p>

(*) Cette valeur limite ne s'applique pas si pour au moins 80 % du flux d'AOX, les substances organochlorées composant le mélange sont clairement identifiées et que leurs niveaux d'émissions sont déjà réglementés de manière individuelle.

À noter que l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 impose un suivi hebdomadaire de tous les métaux susceptibles d'être rejetés. Il impose un suivi journalier des cyanures et du chrome 6.

2- Autres substances dangereuses entrant dans la qualification de l'état des masses d'eau au sens de l'article 20 de l'arrêté du 30 juin 2006 :

Ces substances sont en principe non présentes dans les rejets de l'atelier de TSC. En outre, les mesures réalisées lors de la recherche des substances dangereuses dans l'eau mettent en évidence des flux journaliers inférieurs à 1 g/j et des concentrations très souvent inférieures à la limite de quantification. Il n'est donc pas nécessaire d'imposer un suivi spécifique.

Le chloroforme n'a jamais été mesuré. L'arrêté pourra être revu si le flux est inférieur à 20 g/j et donc ne nécessite pas d'être suivi.

2.2. Arrêté ministériel du 30 juin 2006 (traitement de surfaces)

2.2.1 - Fréquence de mesure des rejets aqueux : autosurveillance et recalage externe

Concernant les fréquences de mesure, le procédé de traitement de surface dont le rejet des eaux résiduaires – rejet n° 1 est réglementé doit répondre à l'article 34 de l'arrêté du 30 juin 2006 qui impose :

- Le pH et le débit sont mesurés et enregistrés en continu dans le cas d'un traitement des effluents en continu :
 - prescription d'ores et déjà imposée dans l'arrêté préfectoral actuel
- Des mesures du niveau des rejets en cyanures libres et en métaux (en fonction des caractéristiques présumées du rejet) sont réalisées par l'exploitant sur un échantillon représentatif de l'émission journalière. Des mesures réalisées par des méthodes rapides adaptées aux concentrations à mesurer doivent permettre une estimation du niveau des rejets par rapport aux valeurs limites d'émission fixées.
 - chaque jour, en vue de déterminer le niveau des rejets en **cyanures libres et en chrome hexavalent** :
 - substances utilisées en petite quantité dans le procédé de TSC et sont donc à suivre.
 - une fois par semaine, en vue de déterminer le niveau des rejets en métaux, lorsque la technique le permet :
 - prescription d'ores et déjà imposée dans l'arrêté préfectoral actuel pour l'argent, l'aluminium, les chromes III et VI, le cuivre, le Fer, le nickel, l'étain, le zinc, le paramètre zinc étant suivi à fréquence journalière.
- Des analyses portant sur l'ensemble des polluants objet de la surveillance sont effectuées trimestriellement par un laboratoire choisi en accord avec l'inspection des installations classées dans des conditions de déclenchement définies avec celle-ci et suivant les méthodes normalisées plus précises que les méthodes rapides :
 - Nous proposons donc de fixer de mesures « externes » à la fréquence trimestrielle.

En outre, aucune « Autre substance dangereuse visée à l'article 20.I-2 » ne dépasse le seuil de 20 g/j et aucune « Autre substance dangereuse identifiée par une étoile à l'article 20.I-2 » ne dépasse le seuil de 2 g/j.

Enfin, les substances visées par un objectif de suppression au titre du SDAGE, pouvant être qualifiées de « Autre polluant spécifique de l'état écologique à l'origine d'un impact local » au sens de l'article 34 : Tétrachloroéthylène, Tétrachlorure de carbone (ou Tétrachlorométhane) et Trichloroéthylène n'ont pas été détectés lors de la surveillance initiale RSDE.

Compte-tenu, des procédés mis en œuvre, du milieu de rejet (le réseau d'eaux usées communales puis L'Artière), et des flux journaliers de métaux et des macropolluants rejetés qui ne peuvent être qualifiés d'importants, il est proposé de mettre à jour le tableau de fréquences de mesure en application de l'arrêté du 30 juin 2006, comme proposé dans le projet d'arrêté ci-joint.

2.2.2 - Valeurs limite d'émission : application de l'arrêté du 30 juin 2006 et cas de DCO

L'analyse des valeurs-limites d'émission de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 mis à jour a mis en évidence la nécessité de modifier l'arrêté préfectoral de TSC.

En effet, l'exploitant sollicite la révision des valeurs-limite d'émission en DCO pour son site en application de l'arrêté du 30 juin 2006. En effet, ce paramètre fixé dans l'arrêté préfectoral est particulièrement contraignant par rapport aux VLE de l'arrêté ministériel sans pour autant se baser sur une contrainte liée au milieu de rejet ou à l'autorisation municipale de déversement dans le réseau d'eaux usées de la commune.

En outre, la convention de rejet des effluents industriels vers le réseau d'eaux usées de la ville d'Aubière autorise 1000 mg/l en DCO.

La DCO n'est pas un des paramètres de l'état écologique de l'arrêté ministériel du 25/01/2010¹, il n'y a donc pas de limite de classe de qualité réglementaire. La DCO n'est donc pas un facteur limitant pour la qualité du milieu récepteur des rejets et on peut logiquement appliquer les VLE de l'arrêté ministériel du traitement de surface pour les installations raccordées à un système d'assainissement collectif.

Les modifications proposées sont résumées dans le tableau suivant.

Valeurs limites d'émission des eaux résiduaires – Rejet n° 1 (pour modifier l'article 4.3.9 de l'arrêté)

<i>Débit de référence</i>	<i>Moyen journalier (75 m³/j) REC AP ACTUEL</i>		<i>Moyen journalier (32 m³/j) TSC : APC proposé</i>	
<i>Paramètre (nouveaux en gras)</i>	<i>Concentration moyenne journalière (mg/l)</i>	<i>Flux maximal journalier</i>	<i>Concentration moyenne journalière (mg/l)</i>	<i>Flux maximal journalier</i>
DCO	150	11,25 kg/j	600 (AM)	22 kg/j
MES	30	2,25 kg/j	30	1,125 kg/j
CN	0,1	7,5 g/j	0,1	3,2 g/j
F	15	1125 g/j	15	0,48 kg/j
P	10	750 g/j	50 (AM)	1,6 kg/j
Azote global			150 (AM)	4,8 kg/j
Hydrocarbures totaux	5	375 g/j	5	0,16 kg/j
AOX			5	160 g/j
Ag	0,2	15 g/j	0,5 (AM)	16 g/j
Al	2	150 g/j	5 (AM)	160 g/j
Cr VI	0,1	7,5 g/j	0,1	3,2 g/j
Cr III	2	150 g/j	1,5	48 g/j
Cu	2	150 g/j	1,5	48 g/j
Fe	5	375 g/j	5	160 g/j
Ni	2	150 g/j	2	72 g/j
Sn	2	150 g/j	2	72 g/j

¹ Arrêté du 25 janvier 2010 relatif aux méthodes et critères d'évaluation de l'état écologique, de l'état chimique et du potentiel écologique des eaux de surface pris en application des articles R. 212-10, R. 212-11 et R. 212-18 du code de l'environnement

Zn	3	225 g/j	3	112 g/j
----	---	---------	---	---------

Les valeurs limites d'émission en concentration sont des valeurs moyennes journalières. Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesures en concentration ne peut excéder le double de la valeur limite.

La périodicité proposée est reprise dans le projet d'arrêté ci-joint au vu des éléments développés au § 2.1.

2.3. Fin de la surveillance pérenne spécifique « RSDE »

En application de l'arrêté du 24 août 2017 sus-visé, il y a lieu d'intégrer des paramètres « RSDE » dans l'autosurveillance normale. C'est d'ores et déjà le cas des paramètres chrome, cuivre, nickel et zinc, qui étaient par ailleurs déjà réglementés avant la campagne RSDE. En outre, il est proposé de maintenir une surveillance journalière de ces paramètres avec un recalage trimestriel.

En revanche, comme indiqué plus haut, les paramètres Nonylphénols et Octylphénols ne sont plus pertinents dans la mesure où le produit à l'origine de leur rejet a été supprimé des procédés de TSC et que les résultats mettent en évidence leur absence dans les rejets.

2.4. Réduction de la capacité des bains de traitement de surfaces

Lors des visites d'inspection du 19 juillet 2021 et du 3 mars 2023, la DREAL a effectivement constaté une activité réduite dans la partie du bâtiment non incendié : 4 chaînes de traitement de surface sont exploitées au lieu des 8 initiales, soit un volume de bains évalué à 19,965 m³.

Par courrier du 23 novembre 2021, l'exploitant a informé le Préfet de son intention de reconstruire des chaînes de traitement dans la partie du bâtiment sinistré à hauteur de son arrêté d'autorisation (soit un volume total de 59,7 m³). Il demande ainsi à conserver le régime de l'autorisation et le classement IED à la rubrique 3260 dans l'attente de la réhabilitation du bâtiment bien qu'aujourd'hui l'ensemble des volumes des bains exploités le fait relever du régime de l'enregistrement. À noter que cela permettrait à l'exploitant de ne pas avoir à constituer un nouveau dossier de demande d'autorisation environnementale.

Lors de la visite d'inspection du 3 mars 2023, l'exploitant a confirmé qu'il envisageait prochainement cette reconstruction malgré le contentieux toujours en cours avec les assurances et sur la propriété du bâtiment. Il a d'ailleurs commencé à récupérer plusieurs bacs vides de traitement qui sont entreposés dans la partie incendiée.

Par ailleurs, suite à la visite d'inspection du 19 juillet 2021, une mise à jour de l'évaluation des garanties financières « mise en sécurité » a été réalisée, tenant compte des volumes de bains réellement exploités (soit 19,665 m³) et aboutit à un montant supérieur au seuil de constitution de 100 k€.

Considérant que 5 années se sont déjà écoulées depuis l'incendie le 20 juillet 2017, qu'il importe de disposer d'un arrêté au plus proche de l'activité réellement exercée actuellement et que le site ne dispose pas de garanties financières « mise en sécurité » alors qu'il présente des risques liés aux produits utilisés, il est proposé d'accéder à la demande de l'exploitant en :

- réduisant le volume de bains exploités à 35 m³ (ce qui permet au site de rester en autorisation et au-dessus du seuil IED de la rubrique 3260 qui est de 30 m³),
- et en imposant la constitution de garanties financières (cf point 2.6 ci-dessous).

La remise en service de nouvelles chaînes de traitement devra faire l'objet d'un porter à connaissance préalable avec tous les éléments d'appréciation conformément à l'article L.181-14 du code de l'environnement.

2.5. Reclassement des rubriques ICPE

L'entrée en vigueur de la directive SEVESO 3 en juillet 2015 implique une modification des modes de calcul et des classements des substances dangereuses dans la nomenclature des ICPE. TSC a proposé un reclassement de ses stocks de matières premières et de ses bains de traitement de surface anciennement classés sous les rubriques 1131-2c (Emploi et stockage de préparations toxiques à l'état liquide) et 1200 (Emploi et stockage de préparations comburantes). Le reclassement n'est pas immédiat au vu du mode de calcul qui a entièrement été revu et s'appuyant désormais sur les mentions de danger. Des évolutions des produits utilisés ont également pu avoir lieu.

La proposition effectuée par TSC et vérifiée lors des échanges avec l'inspection des installations classées y compris lors d'une inspection réalisée le 3 mars 2023 est reprise dans le tableau ci-dessous :

Classement initial :

<i>Rubriques</i>	<i>Description</i>	<i>Volume</i>	<i>Régime</i>	<i>Seuil</i>
1111-1c	Emploi et stockage de préparations très toxiques à l'état solide : trioxyde de chrome, cyanures divers en stock	250 kg	D	200 kg
1111-2b	Emploi et stockage de préparations très toxiques à l'état liquide : acide fluorhydrique et cyanures divers en stock, trioxyde de chrome et cyanures divers en bains de traitement	3 750 kg	A	250 kg
1131-2c	Emploi et stockage de préparations toxiques à l'état liquide : acide chromique, cyanures, acide fluorhydrique, divers	4,2 t	D	1 t
2565-1b	Revêtement métallique ou Traitements de surfaces quelconques par voie électrolytique ou chimique, lorsqu'il y a mise en œuvre de Cyanures	59 700 l de bains concentrés	A	200 l
3260	Traitement de surface de métaux ou de matières plastiques par un procédé électrolytique ou chimique pour lequel le volume des cuves affectées au traitement est supérieur à 30 m ³	59,7 m ³	A	30 m ³

et

<i>Rubriques</i>	<i>Description</i>	<i>Volume</i>	<i>Seuil</i>
1131	Emploi et stockage de préparations toxiques à l'état solide : divers	200 kg	5 t

Au vu des différents calculs et échanges avec l'inspection des installations classées, le site de TSC ne dépasse pas les seuils soumettant cet établissement aux prescriptions de la directive SEVESO, que ce soit par dépassement direct d'un seuil ou par la règle de cumul (rubrique 4001). Il reste donc soumis à simple autorisation.

Nouveau classement proposé :

<i>Rubriques</i>	<i>Description</i>	<i>Volume</i>	<i>Régime</i>	<i>Seuil</i>
3260	Traitement de surface de métaux ou de matières plastiques par un procédé électrolytique ou chimique pour lequel le volume des cuves affectées au traitement est supérieur à 30 mètres cubes.	35 m ³	A	30 m ³
4110-1	Toxicité aiguë catégorie 1 pour l'une au moins des voies d'exposition, à l'exclusion de l'uranium et ses composés. 1. Substances et mélanges solides : Cyanure d'argent et Cyanure de potassium solides.	0,13	NC	200 kg
4110-2	Toxicité aiguë catégorie 1 pour l'une au moins des voies d'exposition, à l'exclusion de l'uranium et ses composés. 2. Substances et mélanges liquides. Acide fluorhydrique 40% Bain d'argent Bain de décapage fluonitrique	1,8 t	A	250 kg
4120-2	Toxicité aiguë catégorie 2, pour l'une au moins des voies d'exposition. 2. Substances et mélanges liquides. Alodine 1200S (chrome 6)	0,13	NC	1 tonne

4140-2	Substances et mélanges liquides de toxicité aiguë catégorie 3 pour la voie d'exposition orale (H301) : produits liquides de préparation des bains, principalement Permapass 7030-A	0,025 tonnes	NC	10 tonnes
4510-2	Substances et mélanges liquides dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie 1 La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant répartie sur les stocks de matières premières et les bains de traitement. Notamment : Hypochlorite de Soude 50 %, Sulfate Stanneux pour 0,335 tonnes au total des réactifs. Bains divers et déchets de bains non visés spécifiquement d'un volume total inférieur à 20 m³.	20 tonnes	D	20 tonnes

2.6. **Garanties financières**

La rubrique ICPE 2565 est uniquement soumise à déclaration ou enregistrement depuis l'entrée en vigueur du décret n° 2019-292 du 9 avril 2019 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. Elle exclut les installations relevant de la rubrique 3260.

L'usine TSC ne relève donc plus de cette rubrique 2565 mais le traitement de surface équipé de bains d'un volume supérieur à 30 m³ est cependant soumis à autorisation sous la rubrique « IED » 3260 et les installations restent à ce titre soumises à constitution de garanties financières.

De fait, il convient d'imposer la constitution des garanties financières pour la rubrique 3260 qui remplace l'ancienne rubrique 2565 dans l'arrêté préfectoral.

Au point 2.4, l'inspection a proposé d'accéder à la demande de l'exploitant en maintenant le régime de l'autorisation (rubrique 3260) tout en réduisant le volume des bains autorisés à 35 m³ et en constituant les garanties financières « mise en sécurité ». En effet, le retour d'expérience de l'incendie de 2017 a montré que l'évacuation des produits et déchets s'est élevé à 80 000 €HT (sachant que certains produits ont pu être éliminés à moindre coût dans la station de traitement interne du site).

À l'issue de la visite d'inspection du 19/07/2021, une mise à jour du calcul des garanties financières a été demandée à l'exploitant. Après plusieurs échanges, ce calcul a été révisé pour tenir compte :

- de l'ensemble des produits effectivement présents sur le site (outre les bains de traitement considérés à hauteur de 19,965 m³, on retrouve les formulations de produits prêts à l'emploi et stockés dans le local intérieur),
- des réactifs et les boues de la station de dépollution,
- des coûts de pompage des produits contenus dans les bains et dans la station de traitement,
- des coûts de transport,
- des réévaluations de certains coûts de traitement sur la base de devis récents,
- des coûts liés à l'évacuation des déchets encore présents dans la partie incendiée (bacs vides, ferrailles, câbles).

Au final, on aboutit à la somme de 128 437 € TTC sur base de l'indice TP01 en vigueur en juillet 2021, laquelle se décompose de la manière suivante :

- le coût du traitement des déchets (produits de la station d'épuration inclus) (Me) pour un volume de bains de 19,665 m³ s'établit à 55 281 € TTC, les coûts liés au pompage et au transport des produits étant évalués respectivement à 3 719 € TTC et 3 421 € TTC ;
- les coûts liés à la dépose des installations encore présentes dans la partie incendiée (bacs vides, ferrailles, câbles) et à leur évacuation sont évalués à 21 060 € TTC,
- les coûts liés à l'accès au site (Mc), la surveillance de l'installation (Ms), au gardiennage (Mg) s'établissent respectivement à 3 980 €, 21 450 €, 7 440 € TTC ;

Ce nouveau montant ainsi que la rubrique ICPE concernée sont repris dans le projet d'arrêté ci-joint.

2.7. **Mise en sécurité de la partie sud du bâtiment incendié**

Suite à l'incendie du 20 janvier 2017 qui a ravagé la moitié du bâtiment (sa partie sud), l'exploitant avait fait vidanger et évacuer tous les produits/déchets contenus dans les bains et divers stockages. Au 3 mars 2023,

il reste un container de 1 m³ d'eaux chromées issues des activités de REC que l'exploitant va éliminer petit à petit dans sa station de traitement (durée 6 mois environ).

Lors des inspections du 19 juillet 2021 et 3 mars 2023, il a été constaté que la partie incendiée est fortement dégradée : une partie de la toiture (contenant de l'amiante) est tombée et menace de s'effondrer sur plusieurs endroits, présence de nombreux équipements au sol (anciens bacs de traitement, poutres métalliques, caillebotis, fûts plastiques, etc.) ou suspendus (câbles, gaines d'aspiration). De plus, bien que la consigne ait été donnée au personnel de ne pas pénétrer dans cette partie, celle-ci reste accessible depuis la partie de l'usine où se déroulent actuellement les activités (maintenance de la STER, sur les systèmes d'aspiration et chauffage). Le sous-sol du bâtiment a également été impacté par l'incendie, en particulier des anciennes boues de station sont toujours présentes (environ 5 tonnes).

Étant donné la dégradation importante de la partie sud du bâtiment incendié et la présence de personnes à proximité (salariés de l'entreprise et plusieurs ERP à proximité), il est nécessaire de finaliser sa mise en sécurité, comprenant le sous-sol. L'exploitant envisage sa reconstruction et a commencé à rapatrier des cuves vides pour des futures chaînes de traitement.

Le projet d'arrêté en annexe prévoit ainsi que l'exploitant transmette son plan d'actions sous 3 mois, en priorisant les opérations avec un objectif de réalisation sous 12 mois.

3 - CONCLUSION

L'examen de l'évolution des textes réglementaires et des dossiers établis par la société TSC pour son site d'Aubière mettent en évidence la nécessité de mettre à jour son arrêté préfectoral d'autorisation.

Aussi, nous proposons de modifier les dispositions de l'arrêté préfectoral du 7 mars 1997 modifié, autorisant la Société REC à exploiter ses installations de traitement de surface, sur le territoire de la commune d'Aubière par un arrêté préfectoral complémentaire joint au présent rapport.

Le projet annexé au présent rapport reprend les modifications des prescriptions techniques que nous proposons d'appliquer à l'exploitant.

En application de l'article R. 181-45 et compte tenu de l'analyse des enjeux de ce dossier, l'inspection des installations classées propose de ne pas consulter le CODERST.

Elle propose toutefois de procéder à une phase de procédure contradictoire prévue à l'article R. 181-45.

Rédigé par l'inspection de l'Environnement, Catégorie installations classées Signé	Vérifié le 30 mars 2023 par L'inspecteur de l'Environnement, Catégorie installations classées Signé	Approuvé le 30 mars 2023 par, Pour le directeur régional, L'adjointe au chef de l'UiD Cantal/ Allier/ Puy-de-Dôme Signé
---	--	---